

Rapport de synthèse 19. FSS Security Talk: Tensions géopolitiques en Arctique: la lutte pour les ressources, les routes commerciales et les revendications de grandes puissances

Exposé du Dr. Michael Paul

Trois acteurs dans la région de l'Arctique et l'impact du changement climatique

Si l'on veut comprendre cette nouvelle région du monde et évaluer son importance en matière de politique de sécurité, il faut commencer par l'événement qui fera date et qui a tant de conséquences profondes et déstabilisantes. Je ne parle pas ici de la guerre d'agression menée par la Russie, mais du changement climatique. L'Arctique est au cœur du changement climatique. Les températures y augmentent quatre fois plus vite que la moyenne mondiale. Cela entraîne le changement de deux composantes essentielles, à savoir l'isotherme de



dix degrés Celsius en juillet et la limite des arbres. Les événements et leur dynamique changent. Le changement climatique crée un nouvel Arctique. L'étendue de la glace de mer arctique diminue, la proportion de permafrost dégelant augmente et les températures ne cessent d'augmenter. Un Arctique sans glace semble encore inimaginable, mais pourrait bientôt devenir une triste réalité. La crise climatique pourrait s'aggraver plus rapidement que prévu. Selon une étude norvégienne, la région nord de la mer de Barents se réchauffe cinq à sept fois plus vite que la moyenne mondiale. La stratégie arctique du ministère américain de la Défense de juillet 2024 ne mentionne plus un moment dans les années 2030 pour un Arctique sans glace, comme je l'ai fait précédemment dans mon livre, mais concrètement l'année 2030. La perception de l'Arctique a donc changé. D'un fascinant désert de glace, on est passé à un labyrinthe de plaques de glace en train de fondre et à un écosystème menacé. Une zone de paix est devenue une forteresse de glace armée. La base aérienne russe de Nagurskaja sur la Terre François-Joseph est la base militaire la plus grande et la plus septentrionale de l'Arctique. En fonction des perspectives, l'Arctique est soit au bord de la catastrophe, soit un riche trésor ou soit un point chaud géopolitique avec un potentiel d'escalade. Les perspectives sont multiples. Elles dépendent à leur tour du regard que l'on porte sur l'Arctique. La géopolitique, la politique énergétique et environnementale, l'économie mondiale ou la stratégie militaire comportent chacune des aspects très différents, dont les scénarios ont tous une base commune avec le changement climatique et ses conséquences. Jetons donc un coup d'œil aux trois États qui influencent particulièrement l'évolution géopolitique de l'Arctique, à savoir la Russie, la Chine et les États-Unis.

La position de la Russie

L'Arctique est une partie intégrante, politiquement, culturellement, économiquement et militairement de la Fédération de Russie et a une signification mystiquement dans l'histoire de la Russie. Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Arctique représente un domaine politique dans lequel l'importance internationale de Moscou reste intacte. La zone arctique de la Fédération de Russie couvre environ 5 millions de km² et s'étend de la mer de Barents le long de la route maritime du Nord jusqu'au détroit de Béring. La ligne côtière s'étend sur plus de 24'000 km. Cela représente plus de la moitié de l'ensemble des côtes arctiques et les deux tiers des côtes russes. Dans l'océan Arctique, la Russie dispose certes de la plus grande part de territoire, mais elle doit maintenir sur de longues distances et dans des conditions climatiques extrêmement défavorables une infrastructure exigeante et par conséquent très coûteuse. Dans le discours russe, l'Arctique a un caractère d'identité vers l'intérieur et un effet de délimitation vers l'extérieur. L'Arctique, point culminant de la puissance, du prestige et de l'identité de la Russie, a renforcé sa détermination à poursuivre son développement. C'est pourquoi Moscou considère la zone arctique comme une priorité stratégique et une base de ressources nationales du 21^e siècle. Selon Vladimir Poutine, c'est dans cette zone que se concentrent pratiquement tous les aspects de la sécurité nationale : militaire, politique, économique et technologique. Depuis 2014, le traditionalisme, le nationalisme, un leadership fort et une confrontation de grande puissance avec l'Occident font partie du récit de légitimation central de l'État russe. La Russie est une grande puissance arctique parce qu'elle dispose de la plus grande part de territoire, de ressources et de population dans cette région. Cette position de choix parmi les États arctiques n'assure toutefois pas une domination durable. En raison des tensions géopolitiques et des conséquences du changement climatique, le grand besoin de sécurité de Moscou est particulièrement marqué dans cette région, d'autant plus que l'État et l'économie sont tributaires des revenus constants du commerce des énergies fossiles. Les recettes provenant de l'exportation de pétrole et de gaz représentent jusqu'à la moitié du budget de l'État et environ un tiers du PIB. En Arctique 90% du gaz naturel russe et 60% du pétrole est produit. En outre, 60% des réserves russes de gaz et de pétrole s'y trouvent. En pratique, la domination de l'Arctique russe assure le statut de grande puissance et donc les guerres de Poutine et sa domination sur la Russie.

La position de la Chine

Après avoir obtenu le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique en 2013, le chef d'État chinois Xi Jinping a annoncé l'année suivante l'ambition de la Chine de devenir une grande puissance polaire. À l'époque, des représentants de la politique polaire chinoise avaient pour la première fois déclaré publiquement que l'évolution vers une grande puissance polaire constituait un élément clé de la stratégie maritime de Pékin. Cette ambition reflète la nouvelle conscience de soi de la République populaire et sa portée mondiale. La Chine a de multiples intérêts, notamment stratégiques, dans l'Arctique. Dans le cadre de l'initiative « Belt and Road », l'océan Arctique est considéré comme le troisième corridor le plus important de la nouvelle route de la soie. Du point de vue de Pékin, l'ascension de la Chine ne nécessite pas seulement la sécurisation de sa périphérie maritime, mais aussi son évolution vers une puissance hybride terrestre et maritime. C'est pourquoi le président Xi a fait dépendre le destin de son pays de la réussite de l'exploitation de la mer. Il faut suivre la voie du développement vers un État riche et puissant en utilisant la mer comme moyen d'y parvenir. Par conséquent, l'Administration nationale des océans a qualifié le 21^e siècle de siècle des océans. Le statut des océans domine le développement national plus qu'à n'importe quelle autre période de l'histoire de l'humanité. À l'instar des États-Unis, la Chine a donc développé une stratégie maritime globale et dispose désormais de la plus grande flotte du monde en termes de navires de guerre et de sous-marins et, plus récemment, de plus de brise-glaces que les États-Unis. Dans son Livre blanc sur l'Arctique, la Chine se décrit comme un «near Arctic state».

Pékin perçoit l'Arctique comme un espace géopolitique important qui gagnera en importance à long terme. Comme dans l'espace et le Pacifique, Pékin peut tester ses ambitions mondiales dans l'Arctique et y développer de nouvelles normes. C'est justement parce que l'Arctique n'est pas aussi réglementé que l'Antarctique qu'il constitue une bonne scène d'essai. Alors que les investissements directs chinois augmentent en Russie, ils restent à un faible niveau dans l'Arctique non russe. La diplomatie scientifique offre un autre exemple. L'équilibre précaire entre les États arctiques et cette grande puissance émergente est ici particulièrement évident. D'une part, les États arctiques tentent d'utiliser la coopération en matière de recherche pour intégrer et socialiser la Chine sans conflit. D'autre part, la Chine tente de renforcer sa position d'acteur indépendant sans susciter de craintes dans l'Arctique, mais elle y parvient de moins en moins. La présence scientifique n'est pas sans but, mais sert des ambitions militaires plus larges, conformément à la doctrine de la fusion civilo-militaire.

La position des États-Unis

Avec une superficie de 1,7 million de km², l'État américain d'Alaska est la plus grande enclave du monde. Les États-Unis l'ont acquis en 1867 pour 7,2 millions de dollars auprès de la Russie tsariste et sont depuis lors un État arctique. Toutefois, la plus petite partie du territoire (15%) se trouve au-delà du cercle polaire arctique, contre 45% en Russie. A Washington, l'Alaska et l'Arctique ont été traités dès le début avec une négligence bienveillante. Déjà lors de l'acquisition de l'Alaska par la Russie, l'aspect géopolitique était important. Avec la prise de possession de l'Alaska, la Colombie-Britannique s'est rapprochée du territoire des États-Unis, ce qui a pratiquement encerclé le futur Canada. Les rapports de force entre les Britanniques rivaux et les États-Unis se sont ainsi modifiés, ce qui était également dans l'intérêt de la Russie à l'époque. L'attitude détendue de Washington vis-à-vis de l'Alaska et de l'Arctique s'explique par le fait que les États-Unis, de par leur situation géographique, possèdent un avantage naturel sur des pays comme la Chine ou la Russie, qui partagent leurs frontières avec de nombreux pays voisins. L'Atlantique et le Pacifique offrent aux États-Unis une sécurité qui ne peut être menacée que par un concurrent de même niveau sur la contre-côte atlantique ou pacifique, comme autrefois la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou le Japon. Du point de vue de la politique de sécurité, l'État fédéral le plus septentrional est donc littéralement en marge. Seule la production de pétrole a une importance politique et économique éminente, depuis que le plus grand gisement de pétrole d'Amérique du Nord y a été découvert en 1968. Contrairement à la Russie, les États-Unis n'ont pas besoin de développer les voies maritimes et l'infrastructure maritime dans l'Arctique pour améliorer leur position commerciale internationale. Ils disposent d'un réseau routier et ferroviaire transnational et d'un bon accès aux principales routes commerciales maritimes. Comme les États-Unis étaient peu incités économiquement à s'engager dans l'Arctique, ils ont également peu investi dans les ports, les colonies, les infrastructures ou les brise-glaces. Cela a changé, car la fonte de la glace de mer a rendu l'Arctique à nouveau important pour les États-Unis en termes de politique de sécurité.

Potentiel de conflit dans l'Arctique

Un retour à la coopération avec la Russie dans l'Arctique est actuellement irréaliste. Le potentiel de conflit s'étend de l'escalade d'un incident en mer de Barents, dans le goulet d'étranglement entre le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni, appelé GIUK-Gap, jusqu'au Spitzberg, le talon d'Achille bien connu de l'OTAN et donc comme occasion maritime pour un test russe de la solidarité de l'alliance. Je suis néanmoins d'accord avec l'évaluation de Lars Saunders : «Les actes d'agression ne devraient pas atteindre le niveau des attaques directes, car il ne serait ni dans l'intérêt militaire ni dans l'intérêt économique de la Russie d'escalader un conflit dans l'Arctique». L'idée qu'un reste de l'ancienne idée de stabilité, guidée par la raison et liée à la politique réelle, pourrait subsister dans l'Arctique me donne un peu d'espoir. Moscou et Pékin ne peuvent donc exploiter et développer l'Arctique que s'il y règne un minimum de paix et de stabilité. Toutefois,

les paroles et les actes sont en contradiction. En déclarant : «Nous casserons les dents à quiconque remettra en question notre souveraineté dans l'Arctique», Artur Tchilingarov a répété en mars 2023 des paroles similaires à celles de Poutine. En 2007, Tchilingarov avait planté le drapeau russe au fond de la mer au pôle Nord comme symbole des revendications territoriales de Moscou. Dans l'interview, il a clairement indiqué que la Russie voulait le pôle Nord encore plus que le Donbass, tant pour sa valeur symbolique que pour les gisements de pétrole et de gaz de l'Arctique central. L'escalade internationale d'un conflit dans l'Arctique reste toutefois relativement improbable, même si le potentiel militaire qui s'y trouve ne peut être ignoré. La même chose vaut pour la route maritime du nord. Dans un avenir prévisible, les routes maritimes arctiques offrent certes un raccourci par rapport aux routes méridionales, mais pas d'alternative. La fonte de la glace de mer rend la navigation dans l'Arctique possible, mais pas meilleure ni même plus facile. Les conditions sont encore trop difficiles et les coûts trop élevés pour que ces routes puissent rivaliser avec le canal de Suez et le canal de Panama. La situation se complique avec la Chine, dont la présence dans l'Arctique ne cesse de croître. La stratégie navale américaine prévoit des interventions croissantes de la marine chinoise dans, sous et au-dessus des eaux arctiques. En raison du rythme extrêmement rapide du réarmement militaire de la Chine, l'imagerie sous-marine et la guerre anti-sous-marine redeviennent ainsi des priorités. Les garde-côtes chinois et les gardes-frontières russes veulent coopérer sur la route maritime du nord, conformément à l'accord de Mourmansk. La liberté de navigation est ici remise en question. Pour l'instant, les Etats-Unis considèrent que la gestion proactive des questions de sécurité dure dans l'Arctique est trop peu spécifique et trop peu urgente pour être abordée au vu des autres évolutions menaçantes. Le retour à un Arctique de coopération et de stabilité est l'objectif à long terme de tous les membres du Conseil de l'Arctique. La Russie est cependant sur la voie de la confrontation avec l'Occident pour des années, voire des décennies. Les risques d'escalade dans le cas des infrastructures maritimes critiques ne se manifestent pas seulement dans la mer Baltique et la mer du Nord, mais aussi dans l'Arctique. De nouvelles zones de conflit apparaissent, car Moscou a récemment critiqué l'accord Chevardnadze-Baker sur la délimitation des frontières dans le Pacifique Nord, la mer de Béring et la mer des Tchouktches. D'un point de vue géopolitique, certains soupçonnent déjà une bipolarisation de l'Arctique comme résultat de la concurrence entre les grandes puissances. En revanche, il y a 100 ans, l'explorateur polaire canadien Vilhjalmur Stefansson a prédit un avenir pour la mer du Nord en tant que futur centre d'une société innovante. En effet, le climat arctique est un lieu idéal pour les technologies et les services innovants, ce qui permettrait de mettre fin à la dépendance fatale à l'égard des énergies fossiles. Une lutte efficace contre le changement climatique est dans l'intérêt de tous, tout comme une situation pacifique et stable dans l'Arctique. Au-delà de la dissuasion et de la défense, les offres de coopération et de dialogue restent donc porteuses d'avenir. Toutefois, l'heure n'est pas à la diplomatie bruyante. L'heure est plutôt à une diplomatie intense, mais réservée et silencieuse.

Exposé de Claude Meier

L'importance de l'Arctique

Je ne peux que confirmer ce que le Dr Michael Paul a déjà présenté. Si l'on considère la dimension militaire, la question se pose de savoir comment désamorcer la situation. Pendant la guerre froide, l'Arctique était une ligne de front dans la confrontation bipolaire entre les États-Unis et l'Union soviétique. En tant que voisins s'observant mutuellement par-delà l'océan Arctique, l'Arctique revêt une importance cruciale tant pour



les États-Unis que pour la Russie. Malgré sa situation à la périphérie géographique du globe, l'Arctique occupe une position centrale dans la géopolitique internationale. C'est la distance la plus courte aussi bien entre la Russie et les États-Unis qu'entre la Chine et les États-Unis. D'un point de vue militaire, l'Arctique est donc important pour la projection de forces militaires d'un continent à l'autre. D'autres mots-clés sont : la plus grande accumulation d'armes nucléaires au monde, les matières premières, le changement climatique, l'environnement rude, les routes commerciales entre l'Asie et l'Europe. Encore un mot sur le changement climatique et la route maritime du Nord. C'est loin d'être un long fleuve tranquille. La glace fond certes, mais les conditions sont encore difficiles et il n'existe pas de véritable nœud logistique sur cette route. Il ne s'agit pas encore d'une route maritime robuste, même si cela ne saurait tarder.

En partant des questions clés en matière de politique de sécurité que le divisionnaire Gustav Däniker a formulées pour la Suisse en 1997, j'ai tenté d'appliquer ses réflexions à l'Arctique. Les questions clés pour la sécurité et la stabilité dans l'Arctique pourraient donc être à peu près les suivantes : Quel Arctique ? Avec quels acteurs ? Avec quels intérêts de sécurité respectifs ? Dans quel environnement stratégique ? Contre quelles menaces et quels risques ? Quelle stratégie et quels instruments pour sécuriser et stabiliser au mieux cet Arctique ? Je pense que si l'on répond à ces questions, la politique de sécurité et de défense est pour l'essentiel définie. En ce qui concerne la situation mondiale, je me contenterai de dire qu'après plus de 25 ans de dividendes de la paix, la situation n'est pas aussi paisible qu'on le souhaiterait ou qu'on l'aurait souhaité. La guerre en Ukraine a des répercussions évidentes sur l'architecture de sécurité en Europe comme dans l'Arctique. La politique de sécurité dans un monde volatile et incertain nécessite une approche globale et interconnectée, qui relie étroitement les instruments et les acteurs pertinents, dans un équilibre adapté à la situation.

Situation sécuritaire dans l'Arctique

J'ai essayé de classer quelques éléments concernant la situation sécuritaire dans l'Arctique selon le modèle PMESII-PT. Il s'agit d'un modèle développé par l'armée américaine pour évaluer la situation dans ses opérations. Personnellement, j'utilise ce modèle pour avoir une vision globale de la politique de sécurité. En effet, la politique de sécurité ne s'occupe pas seulement des armées ou des forces armées, d'autres dimensions en font également partie : P pour « Politique » - donc aussi la diplomatie, M pour l'armée ou les forces de sécurité, E pour « Economy » - économie, S pour « Social » - donc la société, le premier I pour « Infrastructure » et le deuxième pour « Information ». Ensuite, nous avons encore le P pour « Physical Environment » - c'est-à-dire pour l'environnement - et enfin le T pour le temps. Je commence par l'environnement et le temps. Lorsque l'on parle de l'Arctique, il ne faut jamais perdre de vue la rudesse de l'environnement polaire et les grandes distances. Dans le contexte du changement climatique, on entend beaucoup parler de la fonte de la banquise, mais un peu moins du dégel du permafrost ou de la radioactivité, qu'elle soit due aux centrales nucléaires locales ou à l'immersion de matériaux radioactifs à l'époque de l'Union soviétique. Avec la fonte de la couche de glace sur la côte nord de la Russie, c'est la sécurité dans le Grand Nord qui fond du point de vue de Moscou. Car la glace a protégé naturellement pendant des siècles l'accès à la frontière nord de la Russie.

Dimension militaire

Pour finir, je voudrais encore aborder la dimension militaire. Avec l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, sept membres de l'OTAN et la Russie se font désormais face dans l'Arctique. Il n'y a donc plus de zone tampon entre ces blocs. Du côté russe, de nombreuses bases militaires sont construites ou réactivées depuis l'époque soviétique. Les activités militaires ont fortement augmenté des deux côtés. De manière générale, on peut dire que les actions militaires menées à proximité d'un adversaire potentiel sont de grande envergure et peu transparentes, ce qui augmente la menace perçue. Il est donc souhaitable que les commandants et les officiers responsables chargés de la planification et de la réalisation d'actions militaires puissent mieux évaluer les risques qui y sont liés.

Les voies de communication doivent rester ouvertes

Tant l'augmentation des activités militaires dans l'Arctique que la guerre en Ukraine ont considérablement affecté les relations dans l'Arctique et miné les lignes de communication. Cela limite la capacité à désamorcer de futurs incidents. Le dialogue militaire entre l'Occident et la Russie est interrompu ; la confiance a disparu. Cela peut conduire à une escalade involontaire. Il faut maintenant essayer de maintenir certaines voies de communication ouvertes afin de permettre, le cas échéant, une communication entre les deux parties via les canaux restants. Une possibilité est la diplomatie à huis clos. Par diplomatie Track-1, on entend la diplomatie officielle interétatique, c'est-à-dire un dialogue de gouvernement à gouvernement. La diplomatie Track-2 réunit des représentants non officiels des deux parties, sans la participation du gouvernement. Il s'agit d'experts qui connaissent bien la situation et le sujet, par exemple des diplomates à la retraite, des militaires de haut rang à la retraite ou encore des personnes issues du milieu universitaire. Dans le Track-1.5, les dialogues sont des discussions auxquelles participent officieusement des représentants du gouvernement, assis à la même table que des experts non gouvernementaux. Ni l'une ni l'autre de ces alternatives ne fait le poids face à la diplomatie traditionnelle. Elles offrent plutôt une plate-forme et un environnement ouvert pour instaurer la confiance, mener des discussions et discuter des solutions possibles. Les activités militaires peuvent conduire à une escalade involontaire et même déclencher une confrontation militaire. Les mesures militaires visant à instaurer la confiance sont des approches possibles pour minimiser les risques. Actuellement, il n'y a pas de climat de confiance entre les deux parties. Il

faut donc partir de très bas pour la reconstruire. Pour réduire le risque de conflit armé dans l'Arctique, l'un des principaux objectifs est de promouvoir la prévisibilité des activités militaires. Les étapes possibles sont les consultations, les discussions et le dialogue. Ce n'est que plus tard, lorsque la confiance sera rétablie entre les individus des deux côtés, que des sujets plus concrets pourront être abordés. Vous le remarquez, cela prend beaucoup de temps.

Rôle de la Suisse

Les bons offices de la Suisse ont une longue tradition et peuvent construire des ponts. La Suisse n'appartient à aucun centre de pouvoir et ne poursuit aucun agenda caché. Cela vaut également pour la diplomatie militaire : on se connaît et on parle la même langue. Bien que je sois maintenant à la retraite, je reste en contact avec les camarades étrangers que j'ai rencontrés au cours de ma carrière. Un autre exemple serait les centres genevois pour la paix et la politique de sécurité, notamment le GCSP, qui pourraient également offrir une plateforme possible. Pendant longtemps, l'Arctique a été perçu comme une région isolée des événements et tensions internationaux. Cependant, l'invasion russe en Ukraine a ouvert une nouvelle ère dans l'Arctique. La vision d'un Arctique pacifique est irréaliste compte tenu de la situation sécuritaire actuelle. Les perspectives de coopération avec la Russie dans l'Arctique ou ailleurs sont sombres. Soyons conscients de ce qui se passe dans le Grand Nord en matière de sécurité et du fait que les développements dans l'Arctique – positifs comme négatifs – peuvent, malgré la distance géographique, également avoir un impact sur la Suisse. La Suisse peut offrir ses bons offices, et le Genève internationale ainsi que les centres genevois pour la paix et la sécurité peuvent organiser des réunions pour des discussions constructives sur la sécurité régionale en Arctique. Grâce à ses bonnes relations avec tous les acteurs de l'Arctique, la Suisse peut promouvoir la création d'un ordre de sécurité régional, même si l'environnement politique n'est pas encore prêt pour cela. Au minimum, il pourrait être envisagé de maintenir ouverts les canaux de communication entre tous les acteurs.

Paneldiskussion



Le changement climatique et ses conséquences

Fredy Müller : Les effets du changement climatique ne concernent pas seulement l'Arctique elle-même, mais aussi d'autres régions. La neige tombée soudainement sur l'Europe du Nord en 2018 provenait apparemment à 90 % de la mer de Barents. Dr. Paul, s'agit-il d'un phénomène nouveau ?

Michael Paul : Ce ne sont pas des phénomènes nouveaux, mais ils s'intensifient. Plus les mers se réchauffent, plus la vapeur d'eau augmente, ce qui entraîne davantage de formation de nuages. C'est pourquoi le changement climatique peut avoir l'effet paradoxal de provoquer davantage de neige en Europe par rapport au passé. Ces phénomènes météorologiques se produisent de plus en plus souvent, s'intensifient et pourraient encore gagner en dynamisme à l'avenir, car il semblerait que la circulation méridienne de retournement atlantique ralentisse. Cela pourrait, à long terme, entraîner un refroidissement en Europe, car ces courants chauds diminueraient.

Fredy Müller : Avec la fonte des glaces, diverses ressources deviennent plus accessibles. Dans quelle mesure ces ressources sont-elles cartographiées et explorées ? Est-ce que l'on émet des suppositions ou sait-on cela avec certitude ?

Michael Paul : Il y a environ vingt ans, des géologues américains ont mené des recherches importantes pour estimer les réserves de pétrole et de gaz dans l'Arctique. Mais en fin de compte, ce ne sont que des suppositions qui reposent sur des bases scientifiques, mais qui ne peuvent être prouvées que par des explorations pratiques sur le terrain. Pendant longtemps, le Groenland a envisagé de financer son indépendance grâce aux réserves de pétrole et de gaz. Mais le gouvernement groenlandais a abandonné cette idée, en partie parce que ces explorations n'ont pas été particulièrement fructueuses. Actuellement, le modèle le plus prometteur est l'exploitation minière, mais le Groenland est une île. Il faut d'abord y accéder par bateau. De plus, les conditions environnementales sont très extrêmes et les infrastructures nécessaires sont pour la plupart inexistantes. Pourquoi la Russie possède-t-elle donc tant de brise-glaces ? Parce qu'ils doivent transporter les ressources locales par voie maritime, ce qui implique de traverser des zones particulièrement difficiles et peu praticables.

Les frontières de l'Arctique

Fredy Müller : Passons maintenant à la question de savoir à qui appartient l'Arctique. Vous avez tous les deux évoqué la définition de l'Arctique. Mais la question clé est de savoir si les frontières territoriales sont définies ou non.

Michael Paul : Elles sont en grande partie définies. Ce qui reste en suspens, c'est la question du plateau continental. L'année dernière, la Commission des limites du plateau continental des Nations Unies, composée de scientifiques, a accepté les plans russes d'un point de vue scientifique. Cependant, cela ne signifie pas encore une revendication territoriale de la Russie, car il faut encore attendre les revendications du Royaume du Danemark, représenté par le Groenland. Il en va de même pour le Canada et, si un jour ils adhèrent à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, pour les États-Unis.

Freddy Müller : Vous avez maintenant mentionné d'autres pays en plus de la Russie. Dans quelle mesure ces pays s'engagent-ils à revendiquer leurs plateaux continentaux ?

Michael Paul : Les États doivent simplement attendre que la Commission des limites du plateau continental rende son verdict, après quoi une solution politique devra être trouvée. Il y a quelques années, le renseignement danois avait émis l'hypothèse que la Russie pourrait ne pas accepter cela et simplement déclarer que tout était déjà réglé et que le territoire leur appartenait. Mais je pense que cela ne se déroulera pas aussi rapidement.

Les routes maritimes polaires

Freddy Müller : Passons au point suivant, les routes maritimes polaires. Cette route transpolaire, le plus court chemin entre l'Asie et l'Occident, est séduisante. On pourrait donc penser qu'il serait formidable que la glace fonde entièrement.

Claude Meier : Oui, cela semble très attrayant, et tracer une ligne sur une carte est facile. Mais la question est de savoir quelles sont réellement les conditions sur place. Pour emprunter cette route, un navire doit être conforme au « Code polaire ». Construire un navire selon le Code polaire est nettement plus coûteux que pour les routes maritimes du Sud. De plus, il n'existe aucun nœud logistique. Que se passe-t-il donc si un navire ne peut plus avancer ? Ce n'est donc pas aussi simple que cela en a l'air.

Michael Paul : Quand on parle d'un Arctique sans glace, cela signifie pour un mois d'été d'une année donnée. Ce n'est donc pas toute l'année. De plus, « sans glace » signifie que moins de 1 million de km² restent couverts de glace. Les autres mois, l'Arctique serait bien sûr de nouveau recouvert de glace.

Difficulté pour le sauvetage

Freddy Müller : Un autre sujet est celui des opérations de sauvetage. Que signifie-t-il pour un navire de rencontrer des difficultés dans cette région éloignée ?

Michael Paul : L'année dernière, un navire de croisière s'est échoué près du Groenland, et le navire danois le plus proche se trouvait à 2000 milles marins de là. Ce sont donc des distances d'une toute autre échelle. Nous avons certes un accord de recherche et de sauvetage (Search-and-Rescue Agreement), mais celui-ci se limite à une répartition géographique des responsabilités. Cela ne va pas de pair avec les ressources et les capacités d'intervention nécessaires. Les possibilités de recherche et de sauvetage restent faibles. C'est pourquoi, par exemple, le ministère allemand des Affaires étrangères déconseille les voyages au Groenland au-delà des zones habitées, car en cas d'extrême urgence, aucune aide ne pourrait être apportée.

Rôle des brises-glaces

Freddy Müller : Parlons du rôle des brise-glaces. Les États-Unis en ont actuellement 1 ou 2. Qu'en est-il de la Russie et de la Chine, combien ces pays en possèdent-ils ?

Michael Paul : La Chine en a maintenant trois, et la Russie en possède plus de 40. La Russie a besoin de ces brise-glaces pour acheminer ses ressources vers les marchés. Les États-Unis disposent d'autres options et utilisent des routes maritimes très différentes. Quant à la Chine, elle voit dans cette région une ressource en pleine expansion. Elle construit non seulement la plus grande flotte de guerre du monde, mais aussi des navires adaptés à l'Arctique et des brise-glaces à un rythme qui fait frémir de nombreux observateurs.

Freddy Müller : Serait-il donc possible que, par exemple, les brise-glaces russes dégagent ou maintiennent une route dans l'Arctique pour les navires commerciaux chinois ?

Michael Paul : Ils le font déjà pratiquement. La Chine a annoncé avec beaucoup de fanfare qu'elle allait organiser une ligne de transport de conteneurs régulière à travers l'Arctique, ce qui est absurde, car le transport de conteneurs obéit à des règles spécifiques, notamment en matière de ponctualité. De plus, ils ont besoin de grands navires pour que cela soit économiquement viable, ce qui est tout simplement impossible dans l'Arctique. Les conditions environnementales sont bien trop imprévisibles et difficiles. Cela n'a toutefois pas empêché Poutine d'envoyer sa flotte fantôme, composée de navires non adaptés à l'Arctique, à travers cette région pour vendre son pétrole et ainsi contourner les sanctions.

Observation et surveillance de l'Arctique

Freddy Müller : Passons maintenant à la question de la navigation et de la surveillance. Bruno Ehrler, comment peut-on observer et surveiller ces vastes étendues dans l'Arctique ?

Bruno Ehrler : L'Arctique est environ 300 fois plus grand que la Suisse. Ce n'est donc pas une petite zone facile à surveiller. Actuellement, la surveillance se fait à plusieurs niveaux, non seulement depuis l'espace, mais aussi dans l'air, en mer et sur terre. Le processus consiste souvent à utiliser des images satellitaires pour couvrir toute la zone, puis à détecter les changements grâce à l'IA. Ensuite, on envoie un avion ou un drone pour examiner l'emplacement de manière plus précise. Dans les zones maritimes, on peut aussi larguer une bouée avec des capteurs, ou faire une observation visuelle sur place. Mais il est illusoire de penser que toute la superficie de l'Arctique puisse être surveillée en permanence.



Mais il est illusoire de penser que toute la superficie de l'Arctique puisse être surveillée en permanence.

Freddy Müller : Quel pourcentage de l'Arctique peut-on surveiller, et quel est l'effort nécessaire pour cela ?

Bruno Ehrler : Théoriquement, on peut tout surveiller. La question est de savoir si l'on peut comprendre ce qui se passe réellement. Il existe actuellement des approches intéressantes basées sur l'IA. Par exemple, si on repère un navire depuis l'espace, la question suivante est de savoir quelle est sa cargaison. Le défi réside dans la capacité à cibler précisément un navire particulier.

Freddy Müller : Donc on est loin d'un suivi intensif par drones, comme on peut le voir par exemple dans le conflit à Gaza. A-t-on les instruments nécessaires pour une observation exhaustive de cette immense région ?

Bruno Ehrler : Non, nous ne les avons pas encore. Récemment, un sous-marin russe est soudainement apparu à Cuba après avoir traversé l'Arctique sans être détecté. Malgré toutes les technologies disponibles, il a échappé à la surveillance.

Freddy Müller : Cela vous surprend-il, Dr. Paul ?

Michael Paul : Non, ce n'est pas surprenant. Les Américains ont souvent déclaré qu'au-delà du 72e parallèle, ils avaient du mal à recueillir des informations. C'est pourquoi les Russes ont envoyé des plateformes en Arctique pour surveiller et contrôler une certaine zone. Il est également bien connu que seulement 8 % de l'Arctique est cartographié. Il reste donc encore beaucoup de travail à faire.

Claude Meier : C'est un vaste territoire qui s'étend principalement sur la mer ou sur la glace, plutôt que sur la terre ferme. De plus, la région est très peu peuplée, ce qui rend sa surveillance encore plus difficile.

Géopolitique et sécurité dans l'Arctique

Freddy Müller : Passons au prochain aspect, la géopolitique et la sécurité dans l'Arctique. J'aimerais commencer par les États-Unis. Ils ont acheté l'Alaska au tsar pour une somme modique, un achat qui n'était pas très populaire aux États-Unis à l'époque. Aujourd'hui, on réalise peu à peu l'importance de cette région. Ont-ils perdu beaucoup de temps, laissant ainsi le champ libre à la Russie et à la Chine ?

Michael Paul : L'Alaska a longtemps joué un rôle marginal pour les États-Unis en raison de sa situation géographique en périphérie. En principe, tous les pays arctiques entretiennent une relation quelque peu distante avec leurs territoires dans l'Arctique. Les Norvégiens, par exemple, ont un rapport aussi tendu, voire inexistant, avec les Samis, tout comme les Finlandais avec les populations forestières finnoises. Les peuples autochtones se plaignent constamment, et à juste titre, de la négligence dont ils sont victimes.

Freddy Müller : Est-ce dû au fait que l'on connaît mal ces populations ?

Michael Paul : Ce sont simplement des régions éloignées, qui ne promettent pas de grandes richesses. En Sibérie aussi, les détenus ont été envoyés dans ces zones difficiles. C'était une mesure forcée, par laquelle les infrastructures de la Sibérie ont été construites, au prix de nombreuses pertes humaines. L'intérêt pour l'Alaska n'a émergé que ces dernières années, avec l'augmentation des activités chinoises dans l'Arctique. Par ailleurs, le développement technologique des armements joue un rôle central. Les missiles balistiques visant les États-Unis survoleraient le Groenland, mais en plus de cela, les missiles hypersoniques et de croisière, qui peuvent être lancés depuis des navires et sous-marins russes, constituent également une menace pour les États-Unis depuis l'Arctique. La situation de sécurité pour les Américains a donc radicalement changé.

Freddy Müller : Et qu'en est-il pour les autres pays comme le Canada et le Danemark ? Il semble que les Canadiens aient un jour autorisé des observateurs chinois à assister à un exercice, et que ces derniers aient été impressionnés par la qualité de l'équipement canadien.

Michael Paul : Ils ne le font plus maintenant, car la méfiance envers la Chine a considérablement augmenté. Les Chinois ont même commencé à placer des bouées le long de la côte canadienne pour capter les signaux hydroacoustiques des sous-marins stratégiques américains. Ils sont

également très actifs dans la région avec des brise-glaces et des navires de recherche pour explorer la zone. En outre, le Commandement Arctique Conjoint de Nuuk, la capitale groenlandaise, est sous pression après que les Américains ont reproché au Danemark de ne pas accorder assez d'attention au Groenland. C'est pourquoi des drones à longue portée y seront bientôt déployés. Par ailleurs, notre marine allemande surveillera également cette région une fois qu'elle sera équipée d'avions de surveillance maritime P-8. Il est dans l'intérêt de l'OTAN de contrôler cette zone autour du GIUK Gap. Pour le moment, les activités sous-marines dans cette région sont tout simplement indétectables.



Risque de sabotage

Freddy Müller : En ce qui concerne les câbles sous-marins et les pipelines, à quel point l'Occident est-il vulnérable aux actes de sabotage ?

Michael Paul : J'ai travaillé pendant des décennies avec le général Wiermann, qui dirige actuellement la cellule de protection de l'infrastructure sous-marine critique à l'OTAN. En Allemagne, nous avons dû aborder cette question tant en mer du Nord et de l'Est qu'au sein de l'OTAN, car l'infrastructure maritime critique augmente, avec les parcs éoliens offshore qui sont également reliés au continent par des câbles, etc. Le Groenland dispose également de deux câbles qui permettent la communication avec le monde extérieur. En effet, 99 % des communications mondiales passent par des câbles sous-marins. Les Russes ont non seulement étudié où ces infrastructures sont vulnérables, mais on dit qu'ils y ont déjà placé des charges explosives.

Freddy Müller : Bruno Ehrler, comment peut-on repérer cela, et quelles sont les initiatives de l'OTAN, ainsi que des États non-membres de l'OTAN, comme la Suisse, dans ce domaine ?

Bruno Ehrler : Ici, il ne s'agit pas d'une course à l'armement, mais d'une mise à niveau. Si l'on regarde dans le domaine spatial, il suffit de remonter à quelques années. 2019 a marqué un tournant, car c'est à partir de ce moment que la commercialisation a commencé, permettant aux pays de taille moyenne et petite d'entrer dans ce domaine. La Suisse a également commencé à s'y engager il y a quelques années. Actuellement, une grande partie de la communication passe encore par les câbles sous-marins, mais il y a une forte volonté de faire en sorte que, dans l'avenir, toute la communication passe par l'espace. De nombreux acteurs privés sont également actifs dans ce domaine. Cela évolue très rapidement et il est difficile de rester à jour. Un nouvel accent a également été mis sur l'Arctique. Par exemple, la Russie a lancé en 2021 un satellite dédié à la surveillance et à la communication spécifiquement pour l'Arctique.

Michael Paul : Je tiens à souligner que l'OTAN est composée des États membres, et que ses capacités proviennent principalement de ces États, et non de l'OTAN elle-même.

Bruno Ehrler : Même dans le domaine des satellites et de l'espace, l'OTAN ne dispose en fait pas de propres ressources. Par exemple, la Space Force américaine compte 16 000 personnes, alors

que l'OTAN en a seulement 20. En fin de compte, ce sont les pays qui fournissent les technologies et les ressources.

Désescalade des conflits

Freddy Müller : Passons au troisième sujet et à la question de savoir comment apaiser les conflits. Dr. Paul écrit dans son livre que le Conseil de l'Arctique symbolise l'esprit de coopération et de paix de la région. La rupture avec la Russie est-elle survenue à cause de la guerre en Ukraine, ou pourquoi la Russie n'est-elle plus active au sein du Conseil de l'Arctique ?

Claude Meier : Lorsque le Conseil de l'Arctique a été fondé en 1996, les questions de sécurité ont été expressément exclues, dans l'idée que l'on pourrait progresser plus rapidement dans d'autres domaines en laissant de côté les aspects militaires. Cela a fondamentalement réussi. Cependant, dès que des tensions apparaissent sur le plan militaire, la question se pose de savoir quel organisme peut en discuter. La relation entre la Russie et les autres membres du Conseil de l'Arctique s'est nettement refroidie à partir de 2014, et en 2022, c'était définitivement terminé. C'est un gros problème, car il n'y a plus de canal pour aborder ces questions.

Freddy Müller : Qui sont les membres du Conseil de l'Arctique et quand a eu lieu la dernière réunion ?

Claude Meier : Les membres sont les États arctiques, c'est-à-dire la Russie, la Finlande, la Suède, la Norvège, l'Islande, le Danemark pour le Groenland, le Canada et les États-Unis. De plus, les peuples autochtones ont un statut particulier au sein du Conseil de l'Arctique, et environ 30 États ou organisations ont un statut d'observateur, dont la Suisse, la Chine, l'Inde, l'Allemagne, l'Italie, la France et le Royaume-Uni.

Freddy Müller : La Russie ne devrait-elle pas avoir un intérêt à la continuité du Conseil de l'Arctique, par exemple en raison d'intérêts commerciaux ou du changement climatique ?

Michael Paul : La Russie reprendrait immédiatement son travail. Cependant, après l'invasion de l'Ukraine, nous ne pouvons pas simplement reprendre les choses comme avant. Je rappelle toujours que Poutine a déjà commencé la guerre en 2001, contre les Tchétchènes dans son propre pays, puis contre la Géorgie, et depuis 2014 contre l'Ukraine. La remilitarisation de l'Arctique a commencé en 2007. C'est aussi cette année-là qu'a eu lieu la première cyberattaque contre un État souverain. L'histoire des guerres russes ne commence donc pas en 2022, mais bien plus tôt.

Freddy Müller : Claude Meier, dans quelle mesure ces groupes de travail peuvent-ils discuter de manière contraignante et que peuvent-ils décider ?

Claude Meier : Ce n'est pas contraignant. On peut proposer des idées, elles sont ensuite discutées et si un accord est atteint, il est soumis aux capitales respectives. Après deux mois, il peut y avoir un refus. Dans ce cas, on repart de zéro.

Michael Paul : En fin de compte, le Conseil de l'Arctique est une plateforme pour des recommandations basées sur la science, qui sont ensuite adoptées par les États souverains concernés.

Dialogue diplomatique

Freddy Müller : Passons maintenant aux High North Talks. Claude Meier, peux-tu nous expliquer de quoi il s'agit ?

Claude Meier : L'idée de base était de créer un dialogue diplomatique pour discuter des questions relatives à l'Arctique. Il ne s'agissait pas uniquement de questions militaires, mais aussi de divers

autres aspects. Le dialogue avec la Russie n'était pas seulement militaire, mais a été totalement interrompu. On a donc commencé à inviter des personnes de tous horizons – des pays de l'OTAN, de la Russie, de la Chine, etc. – et à essayer de former différents groupes de travail. Certains se sont concentrés sur le changement climatique et la recherche, tandis que d'autres ont tenté d'élaborer des idées concernant la sécurité militaire.

Freddy Müller : Y a-t-il un ordre du jour, comment cela fonctionne-t-il ?

Claude Meier : D'abord, quelqu'un, comme le GCSP ou une autre organisation, invite à un dialogue. Mais à la fin, ce ne sera pas une seule initiative qui mènera au succès. Ce sera la combinaison de différentes initiatives. L'idée est donc d'inviter des participants et de faire en sorte que certains thèmes soient mis à l'ordre du jour. Lors des High North Talks, la sécurité militaire n'a lors de la première réunion pas figuré à l'ordre du jour. Mais en conséquence, lors de la deuxième réunion, la sécurité militaire a été ajoutée, car lors de la première réunion, il était apparu qu'il était pertinent d'aborder également ces questions. Jusqu'à présent, il y a eu cinq rencontres, et l'objectif est toujours de garder les canaux de communication ouverts pour qu'ils puissent être utilisés en cas d'incidents militaires ou diplomatiques.



Freddy Müller : Existe-t-il des exemples où ce type de diplomatie et le maintien des canaux de communication ont permis de revenir à un véritable dialogue ?

Claude Meier : J'ai un bon exemple, mais qui est en même temps assez mauvais. J'avais de bons contacts avec une personne qui a organisé de nombreuses discussions de ce type. Il a notamment contribué de manière significative à désamorcer des tensions au Moyen-Orient. Récemment, je l'ai rencontré, et il m'a dit que ces 25 dernières années de travail avaient été réduites à néant et qu'il fallait recommencer à zéro. Ce qu'il avait construit n'est plus là.

Freddy Müller : Le dialogue diplomatique reste néanmoins toujours meilleur et moins coûteux que la guerre ou de supporter des sanctions.

Michael Paul : Bien sûr, les généraux allemands ont toujours dit qu'il était préférable de discuter que de tirer. Nous avons eu un dialogue avec la Russie pendant 20 ans, ce que l'on appelait le dialogue des forces armées. Au final, nous avons trouvé beaucoup de compréhension. Mais malheureusement, cela ne sert à rien, car ce n'est pas l'armée qui décide de la guerre.

Claude Meier : Peut-être que c'est déjà un progrès si les trois représentants russes et américains qui participent régulièrement aux High North Talks se connaissent et maintiennent des contacts. Ces liens pourraient alors être utilisés en cas de crise pour désamorcer la situation ou pour la clarifier. Mais comme je l'ai mentionné, cela prend beaucoup de temps, et très souvent, on se retrouve à repartir de zéro.

Michael Paul : Et nous savons très peu de choses sur la communication au Kremlin. Sur qui écoute encore Poutine ?

Rôle de la Suisse

Freddy Müller : Nous arrivons lentement à la fin. Les bons offices de la Suisse : la Russie était très en colère que nous ayons soutenu les sanctions de l'UE. La Suisse peut-elle encore jouer un rôle avec ses bons offices ?

Claude Meier : Je pense que oui. Il ne faut pas en attendre trop. Cela se fait par petites étapes. Parfois, il faut recommencer à zéro plusieurs fois, mais cela en vaut vraiment la peine.

Michael Paul : Je suis tout à fait d'accord avec Claude. C'est maintenant l'heure de la diplomatie "silencieuse". Si vous lisez quelque chose dans les journaux, cela n'est pas prometteur dans le domaine de la sécurité.

Optimisation des systèmes de communication dans l'Arctique

Freddy Müller : Bruno Ehrler, la Suisse ou votre entreprise, la RUAG, peuvent-elles contribuer à optimiser le système de communication dans l'Arctique ?

Bruno Ehrler : Fondamentalement, la Suisse peut apporter une grande contribution. Nous sommes également membres fondateurs de l'ESA (Agence spatiale européenne). Il y a environ 250 entreprises dans le domaine spatial en Suisse. Actuellement, beaucoup de choses se passent – tant dans le domaine civil que militaire. L'ESA a lancé un nouveau programme appelé « Civil Security from Space », qui vise à explorer comment les actifs civils dans l'espace peuvent être utilisés pour la sécurité militaire. À l'avenir, plusieurs programmes dans ce domaine à usage dual sont prévus. La Suisse est déjà plus impliquée que beaucoup ne le pensent et contribue de manière significative à la sécurité internationale.

Intérêts de la Chine dans l'Arctique et le rôle de l'UE

Freddy Müller : Nous arrivons maintenant aux questions du public. Qui souhaiterait poser une question ?

Question du public (M. de Vilmorin, consul honoraire de Malte) : Dr. Paul, quels sont les intérêts de la Chine en Arctique et que fait l'UE ?

Michael Paul : La Chine s'intéresse à l'Arctique notamment à cause du "dilemme de Malacca". En cas de conflit concernant Taïwan, les Américains pourraient tenter de bloquer le détroit de Malacca, coupant ainsi la Chine de ses approvisionnements en ressources. Pour contourner ce blocage, la Chine pourrait détourner ses transports via l'Arctique. En ce qui concerne l'UE, elle n'est pas un état observateur officiel, mais de facto, elle en est un, car de nombreux États membres de l'UE font partie du Conseil de l'Arctique. L'UE a une stratégie pour l'Arctique, mais il me manque un peu de points d'action concrets. L'UE mise beaucoup sur sa stratégie en matière de ressources – notamment en ce qui concerne le Groenland. Elle a justement accordé des millions aux Groenlandais pour améliorer leur système éducatif. L'UE s'approche de l'Arctique, mais timidement.

Échange avec la Russie

Question du public (Colonel Dominik Knill, SOG) : La Norvège maintient des contacts avec la Russie, notamment en ce qui concerne la pêche. Comment cela est-il perçu dans la situation géopolitique actuelle ? De plus, Donald Trump avait envisagé d'acheter le Groenland. Cela était-il sérieux ?

Michael Paul : C'était effectivement sérieux. Cela concerne l'un des plus grands gisements connus de terres rares qui se trouvent au Groenland. Le problème avec ce gisement, c'est qu'il est

fortement contaminé par de l'uranium. En conséquence, le gouvernement groenlandais a décidé d'arrêter l'exploitation, car une surexploitation entraînerait la diffusion de substances polluantes dans l'air. La Norvège a une longue tradition de politique de conciliation avec la Russie et, en tant que voisin direct, elle a beaucoup d'expérience avec ce pays. Ils continuent de discuter – bien sûr, les gens à la frontière se parlent. Mais même la Norvège est aujourd'hui désillusionnée et a heureusement réussi à présider le Conseil de l'Arctique pendant cette période difficile.

Les Inuits comme facteur d'influence ?

Question du public (Susanne Sorg-Keller, SRG Zurich Schaffhausen) : Les Inuits pourraient-ils devenir un facteur de pouvoir dans la discussion sur l'Arctique, s'ils réussissent à s'unir au-delà des frontières nationales ?

Michael Paul : Un célèbre explorateur polaire français a un jour avancé l'idée que les Inuits, qui vivent au Canada, au Groenland et en Russie, pourraient former une entité transnationale. Je ne le vois pas ainsi. Les Inuits sont beaucoup trop discrets, et ils ne s'orientent pas assez au pouvoir.